4ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 24/04/2025

Page: 1/5

Date: 10/04/2025

tenue sous la présidence de Madame ALLIO-ROUSSEAU, assisté(e)

de Monsieur BARES et Madame FRELAUT, Conseillers

En présence de Monsieur HUIN, Rapporteur public

Madame HAUBOIS, Greffière

01)	DOSSIER N° 2101103	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
Titre de l'affaire	faire IR et prélèvements sociaux 2016 - Régularité de la procédure - Revenus fonciers : Imposition de travaux effectués par le locataire revenus - revenus distribués correspondant à une somme versée par le locataire sans contrepartie	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame . Orhan	SELARL MARCHESSEAU
Défendeur	DIRECTION SPECIALISEE DE CONTROLE FISCAL CENTRE-OUEST	
02)	DOSSIER N° 2103500	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
Titre de l'affaire	Impôt sur le revenu 2014, 2015 et 2016	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . Annick	Maître BOCHEREL Emmeline
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
03)	DOSSIER N° 2407573	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
Titre de l'affaire	Refus de titre de séjour + OQTF 3 mois avec un délai de 30 jours - 3°	de l'article L 611-1 du CESEDA - Arrêté du préfet de la Loire-Atlantique du 18/07/2023
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . Kouo Yoan Alexise	Maître TOUCHARD Corinne
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

4ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 24/04/2025

Page: 2/5

Date: 10/04/2025

04)	DOSSIER N° 2408094	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
Titre de l'affaire	Renvoi par le tribunal administratif de Bastia - Refus de titre de séjour du préfet de la Corse du Sud du 15/03/2024	+ OQTF 3 mois avec un délai de 30 jours - 3° de l'article L 611-1 du CESEDA - Arrêté
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Atef	Monsieur . Atef
Intervenant	Madame . Tania	Madame . Tania
Défendeur	PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD	
05)	DOSSIER N° 2408601	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
Γitre de l'affaire	Refus de titre de séjour + OQTF 3 mois avec un délai de 30 jours - 3°	de l'article L 611-1 du CESEDA - Arrêté du préfet de la Loire-Atlantique du 31/08/2023
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . Mariame	Maître PAPINEAU Cindie
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
06)	DOSSIER N° 2409061	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
·		RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU de l'article L 611-1 du CESEDA - Arrêté du préfet de La Sarthe du 22/04/2024
·		
·	Refus de titre de séjour + OQTF 3 mois avec un délai de 90 jours - 3°	de l'article L 611-1 du CESEDA - Arrêté du préfet de La Sarthe du 22/04/2024

4ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 24/04/2025

Page: 3 / 5

Date: 10/04/2025

09 heures 30

07)	DOSSIER N° 2409062	RAPPORTEURE:	Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
Γitre de l'affaire	Refus de titre de séjour + OQTF 3 mois avec un délai de 30 jours - 3° de l'article L 611-1 du CESEDA - Arrêté du préfet de la Loire-Atlantique du 14/05/2024		
	Nom des parties	Représentants	des parties
Demandeur	Monsieur . Clayton	Maître LE BOUR	DAIS Arnaud (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE		
08)	DOCOLED NO 0400000	RAPPORTEURE:	Madame Laetitia FRELAUT
·	DOSSIER N° 2106689 TVA 2015 à 2017 - Ventes avec faculté de rachat - Activité des march		piliare
Fitre de l'affaire		ands de biens immol utée mis à la charge d ale a considéré que l	de la société requérante au titre de la période allant du 1er janvie a différence entre le prix auquel cette société achète les biens
,	TVA 2015 à 2017 - Ventes avec faculté de rachat - Activité des marchat Demande tendant à la décharge des rappels de taxe sur la valeur ajou 2015 au 31 décembre 2017 et résultant de ce que l'administration fisca immobiliers et le prix qui lui est remboursé lors de l'exercice de la facu	ands de biens immol utée mis à la charge d ale a considéré que l	de la société requérante au titre de la période allant du 1er janvie a différence entre le prix auquel cette société achète les biens endeur originel devait être considérée comme rémunérant une
<i>,</i>	TVA 2015 à 2017 - Ventes avec faculté de rachat - Activité des marcha Demande tendant à la décharge des rappels de taxe sur la valeur ajou 2015 au 31 décembre 2017 et résultant de ce que l'administration fisca immobiliers et le prix qui lui est remboursé lors de l'exercice de la facu prestation de service soumise à la taxe sur la valeur ajoutée	ands de biens immol utée mis à la charge d ale a considéré que l ulté de rachat par le v	de la société requérante au titre de la période allant du 1er janvier a différence entre le prix auquel cette société achète les biens endeur originel devait être considérée comme rémunérant une des parties
Titre de l'affaire	TVA 2015 à 2017 - Ventes avec faculté de rachat - Activité des marche Demande tendant à la décharge des rappels de taxe sur la valeur ajou 2015 au 31 décembre 2017 et résultant de ce que l'administration fisca immobiliers et le prix qui lui est remboursé lors de l'exercice de la facu prestation de service soumise à la taxe sur la valeur ajoutée Nom des parties	ands de biens immol utée mis à la charge d ale a considéré que l ulté de rachat par le v Représentants	de la société requérante au titre de la période allant du 1er janvie a différence entre le prix auquel cette société achète les biens endeur originel devait être considérée comme rémunérant une des parties

position de l'administration fiscale qui, dans le cadre d'une vérification de comptabilité antérieure, a considéré que la différence entre le prix auquel cette société achète les biens immobiliers et le prix qui lui est remboursé lors de l'exercice de la faculté de rachat par le vendeur originel devait être considérée

Nom des parties Représentants des parties

Demandeur SARL EMALEX SELARL AVOFISC

comme rémunérant une prestation de service soumise à la taxe sur la valeur ajoutée

Défendeur DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PAYS

DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

4ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 24/04/2025

Page: 4/5

Date: 10/04/2025

10)	DOSSIER N° 2107358	RAPPORTEURE: Madame Laetitia FRELAUT	
Titre de l'affaire	Cotisation foncière entreprise 2020		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur . Kévin	Monsieur . Kévin	
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE		
11)	DOSSIER N° 2107486	RAPPORTEURE: Madame Laetitia FRELAUT	
itre de l'affaire	Réclamations concernant l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux 2014.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et/ou Madame . Alexandre M	aître POISSON Roland	
Défendeur	DIRECTION DU CONTRÔLE FISCAL ILE-DE-FRANCE		
12)	DOSSIER N° 2107487	RAPPORTEURE: Madame Laetitia FRELAUT	
itre de l'affaire	IR et les prélèvements sociaux 2015 et 2016.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et Madame . Alexandre	Maître POISSON Roland	
Défendeur	DIRECTION DU CONTRÔLE FISCAL ILE-DE-FRANCE		
13)	DOSSIER N° 2108599	RAPPORTEURE: Madame Laetitia FRELAUT	
Titre de l'affaire	SERIE TAXE SUR LES SALAIRES DES HOPITAUX - Taxe sur les salaires 2019 - Inclusion des sommes versées aux agents publics en congé de maladie au titre du maintien de leur traitement dans l'assiette de la taxe		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	CENTRE HOSPITALIER SPECIALISÉ GEORGES MAZURELLE	SELARL ONELAW (Cour)	
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE		

4ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 24/04/2025

Page: 5/5

Date: 10/04/2025

09 heures 30

14)	DOSSIER N° 2212979	RAPPORTEURE: Madame Laetitia FRELAUT
Titre de l'affaire	Naturalisation - ajournement à 2 ans à compter du 01/12/2021	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . Mariam	CABINET BOUBACAR DIAME (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
15)	DOSSIER N° 2213262	RAPPORTEURE: Madame Laetitia FRELAUT
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision de rejet	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Youssef	Monsieur . Youssef
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
16)	DOSSIER N° 2213637	RAPPORTEURE: Madame Laetitia FRELAUT
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision de rejet de la demande	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Djamel	Maître HAMMOUTENE Ali (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Arrêté le 10/04/2025 Le président du tribunal

ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 24/04/2025

Page: 1/2

Date: 10/04/2025

tenue par Madame ALLIO-ROUSSEAU, magistrate-désignée En présence de Madame HAUBOIS, Greffière

01)	DOSSIER N° 2412220	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
Titre de l'affaire	affaire OQTF Nigéria 4° L. 611-1 CESEDA consécutif au rejet définitif de la demande d'asile - Arrêté du préfet de Maine-et-Loire en date du 9 ju obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
)emandeur	Monsieur . Orobosa	Maître ROULLEAU Julien (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE	
02)	DOSSIER N° 2412611	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
itre de l'affaire	• OQTF 6 semaines avec un délai de 30 jours et fixant le pays de renvoi - 4° de l'article L 611-1 du CESEDA - Arrêté de la préfète de la Mayenne de 12/07/2024	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Didace	Maître L'HELIAS Eric
Défendeur	PREFECTURE DE LA MAYENNE	

ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 24/04/2025

Page: 2/2

Date: 10/04/2025

09 heures 15

03)	DOSSIER N° 2414446	RAPPORTEURE: Madame Marie-Paule ALLIO-ROUSSEAU
Titre de l'affaire	Interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an et inscription aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen pour la durée de l'interdiction de retour - 1° de l'article L 611-1 du CESEDA - Arrêté du préfet de la Loire-Atlantique du 15/02/2024	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Alaa-Eddine	Maître FABRE Blandine
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

Arrêté le 10/04/2025 Le président du tribunal